

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

DECLARATION

DU

PROFESSEUR MUHAYA BAMBA
CHEF DE DELEGATION

A LA

**SIXIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES PARTIES A LA
CONVENTION - CADRE DES NATIONS - UNIES SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

La Haye/PAYS-BAS, 21 Novembre 2000

Monsieur le Président,
Distingués Délégués,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de joindre ma voix à celle des autres Délégués pour vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la tête de la présente session de la Conférence des Parties. Cette session laissera sûrement des traces dans les annales de nos assises, car elle va finaliser ou baliser le chemin pour l'entrée en vigueur effective du Protocole de KYOTO d'ici l'an 2002.

En 1997, à KYOTO, les pays de l'Annexe I s'étaient engagés, devant la Communauté Internationale, à réduire de 5,2 % leurs émissions des gaz à effet de serre pour la période allant de 2008 à 2012, et cela par rapport à l'année 1990. Cet objectif sera-t-il atteint ? Telle est la question que nous devons nous poser aujourd'hui.

Pour contourner cet objectif, les Pays industrialisés mettent actuellement en place différentes stratégies leur permettant d'acquérir des réductions d'émissions à l'étranger, dans la mesure où cela leur coûte moins cher que les réductions des émissions à l'intérieur de leurs frontières.

En ce qui concerne l'inclusion des puits dans le mécanisme de développement propre (MDP), la République Démocratique du Congo (R.D.C.) souhaite qu'elle soit faite lors de la deuxième période d'engagement. Nos besoins actuels portent sur l'accès aux services et infrastructures de base.

Malgré les divergences des points de vue concernant le MDP, notre pays accepte un démarrage immédiat de ce mécanisme, mais il souhaite que ce dernier soit utilisé pour la promotion des énergies renouvelables et la réduction réelle des émissions des gaz à effet de serre.

En outre, la mise à la disposition des pays en développement et des pays les moins avancés des ressources financières et/ou des technologies propres prévues dans ce cadre ne peut souffrir des considérations politiques ou idéologiques.

En effet, il faudrait relever que les perturbations climatiques causées par les émissions des gaz à effet de serre ne respectent pas les frontières géographiques des Etats, de même qu'elles n'épargnent aucun pays sur base de la qualité de son régime politique.

Quant au problème de transfert de technologies, nul n'ignore la position du Groupe des 77 et de la Chine qui insistent sur la nécessité de ne pas utiliser l'aide publique au développement pour le financement du transfert des technologies qui devrait bénéficier des fonds additionnels.

C'est pourquoi la R.D.C se réjouit des déclarations du Président Français et du Premier Ministre Hollandais sur leur engagement à fournir d'urgence des ressources financières pour le renforcement des capacités des pays en développement.

Même si nous voulons un transfert des technologies, le souhait de la R.D.C. est de veiller, à travers le système d'observance, à ce que de vieilles technologies des pays de l'annexe II ne soient transférés dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés, comme il en est le cas avec des milliers de véhicules d'occasion qui sont déversés sur le Continent Africain chaque année.

Nous savons que les technologies promises ne viendront pas tout résoudre, elles permettront au moins de limiter et/ou de réparer légèrement les dégâts, car le temps que prendra l'adaptation peut s'avérer long.

Concernant les projets d'adaptation, la R.D.C. souhaite que ceux-ci soient coordonnés par le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement.

Quant à la mise en œuvre des articles 4.8 et 4.9, notre Pays est satisfait des déclarations entendues dans la matinée du lundi 20 novembre par lesquelles deux Pays du Nord reconnaissent leurs obligations d'aider les pays du Sud à faire face aux coûts d'adaptation des effets néfastes des changements climatiques.

Monsieur le Président,
Distingués Délégués,
Mesdames et Messieurs,

L'avenir de l'humanité est en jeu. Nos enfants nous jugeront et nous prendront pour des irresponsables si, aujourd'hui, nous ne faisons pas avancer l'application et la mise en œuvre de la Convention et surtout du Protocole de KYOTO.

Il serait irresponsable, dangereux et regrettable pour l'avenir de l'humanité que les engagements pris hier par les uns et les autres soient remis en cause aujourd'hui par le biais des mécanismes de flexibilité. Nous sommes heureusement convaincus que cela n'est pas notre intention, quelle que soit l'ampleur des difficultés que nous rencontrons.

Notre Pays va déposer, d'ici la fin de l'année, sa première communication nationale sur les changements climatiques.

Je vous remercie.
